

# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

<b>Unité territoriale :</b> Côte d'Or		<b>Subdivision :</b> 21-1	
<b>Nom(s) du ou des inspecteurs :</b> Gaëlle LÉVITE accompagnée d'Isabelle PETTAZZONI			
<b>Date de la lettre d'annonce de l'inspection :</b> 15 mai 2014		<b>Date de l'inspection :</b> 27 mai 2014	
<b>Type d'inspection :</b>	<input checked="" type="checkbox"/> approfondie	ou	<input type="checkbox"/> courante
	<input type="checkbox"/> inopinée	ou	<input checked="" type="checkbox"/> annoncée
	<input checked="" type="checkbox"/> planifiée	ou	<input type="checkbox"/> circonstancielle
<b>Motif de la planification :</b> Respect des fréquences de visite définies par le Plan Stratégique de l'Inspection			
<b>Société :</b> AMORA MAILLE		<b>AS / A / D / NC</b>	
<b>Commune :</b> Chevigny-Saint-Sauveur			
<b>Activité :</b> agroalimentaire		<b>Priorité :</b> Prioritaire	
<b>Liste des installations inspectées :</b> ensemble du site			
<b>Thèmes :</b> les risques chroniques			
<b>Référentiels de l'inspection :</b> arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011			
<b>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</b>			
Mme DURET : directrice			
Mme NICOLAS : responsable Sécurité Environnement			
<b>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</b>			
Le site est très bien entretenu et la thématique environnementale est suivie avec intérêt.			
Cette inspection a permis de faire le point sur les prescriptions concernant essentiellement les risques chroniques : air, eau et bruit mais aussi la gestion des biodéchets (action nationale 2014).			
Toutefois, quelques remarques ont été mises en évidence :			
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les analyses des rejets atmosphériques des conduits autres que les chaudières ont bien été réalisées en 2013 par l'APAVE mais l'exploitant n'a pas comparé les résultats avec les valeurs limites exposées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</li><li>• On note un dépassement de la quantité d'eau prélevée.</li><li>• Les plans des réseaux d'eau ne sont ni complets ni mis à jour.</li><li>• Des récurrents dépassements en MES, DCO, DBO<sub>5</sub> et débit sont relevés dans les analyses d'eaux résiduaires.</li><li>• Le jour de la visite, le rejet des eaux résiduaires était coloré et malodorant.</li><li>• Les mesures comparatives des analyses d'eaux pluviales ne sont pas effectuées.</li><li>• La dernière mesure des émissions sonores met en évidence des dépassements en période nocturne de l'émergence et du bruit en limite de propriété.</li><li>• Les non conformités relevées lors de la vérification des installations électriques ne font pas l'objet d'un suivi régulier et rigoureux.</li><li>• Le jour de l'inspection, des fûts et bidons n'étaient pas sur rétention.</li></ul>			

- Un tuyau en PVC est au fond du bassin de rétention. Le jour de l'inspection, des plastiques s'étaient envolés vers le grillage longeant la route et sur la ligne de chemin de fer derrière l'usine.
- Dans la zone de déchargement de l'huile, du matériel provenant de l'ancienne usine implantée à Dijon, est à évacuer.
- La douche de sécurité vers la station de neutralisation ne fonctionne pas.

#### Suites envisagées :

L'exploitant devra mettre en œuvre les dispositions qui s'imposent afin de répondre aux non-conformités et observations répertoriées ci-dessus et en rendre compte à l'inspection des installations classées.

#### Liste des documents établis suite à la visite :

Tableau des constats.

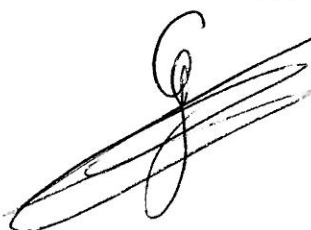
Tableau des constats concernant les biodéchets (action nationale 2014).

Lettre à l'exploitant.

#### Rédactrices

A Dijon, le 16 juin 2014

Les inspectrices de l'environnement,



Gaëlle LÉVITE



Isabelle PETTAZZONI

#### Vérificateur et approbateur

A Dijon, le 16 juin 2014

Le responsable du groupe risques chroniques et impacts,



Yves LIOCHON

# TABLEAU DES CONSTATS D'ECARTS ET DES CONSTATS PERTINENTS

AMORA MAILLE à Cheigny-Saint-Sauveur

Visite d'inspection du 27 mai 2014

Référentiel : arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2011

Article	Exigence à vérifier				Conformité	Remarques / réponse apportée / référence documentaire
DESCRIPTIONS DES INSTALLATIONS :						
1.1.1	<u>Exploitant titulaire de l'autorisation :</u>  La société AMORA MAILLE est autorisée à fabriquer et à conditionner sur le site de Chevigny-Saint-Sauveur, par an, les quantités de produits décrits dans le tableau ci-après :					
	En tonne	Jour moyen	Jour de pointe	Annuel	Absence de remarque	
Produits fabriqués	Moutardes fabriquées	169	250	44000		
	Vinaigres fabriqués	92	140	24000		
	Mayonnaise fabriquée	77	115	20000		
	Vinaigrette fabriquée	58	90	15000		
	Moutardes conditionnées	138	210	36000		
Produits conditionnés	Vinaigres conditionnés	77	120	20000		
	Mayonnaise conditionnées	77	120	20000		
	Vinaigrette conditionnée	58	85	15000		
	Cornichons conditionnés	50	75	13000		
	Viandox	3,5	17	910		

Une partie de la moutarde et du vinaigre est utilisée en interne pour produire de la vinaigrette ainsi que pour le conditionnement des cornichons. L'activité est exercée toutes les semaines de l'année, 5 jours sur 7, sauf au printemps où l'usine fonctionne 7 jours sur 7 pendant 2 mois.																																	
1.2.1	Liste des installations concernées : voir tableau sur l'AP  L'établissement relève de la directive IPPC pour la rubrique 2220.1 (rubrique IPPC :6.4.b).	Remarque	La cuve de GPL a été démantelée mi 2013 ainsi que le poste de distribution de carburant associé. L'établissement n'est donc plus classé au titre de la rubrique 1414. La directive IPPC a été mise à jour. L'exploitant est donc maintenant soumis à la directive IED sous la rubrique 3246.																														
PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :																																	
3.2.2	Conduits et installations raccordés : <table><tr><th>N° de conduit</th><th>Installations raccordées</th><th>Puissance en kW</th><th>Combustible</th><th>Bâtiment</th></tr><tr><td>1</td><td>Chaudière 1</td><td>2145</td><td>Gaz naturel</td><td>Ancienne chaufferie</td></tr><tr><td>2</td><td>Chaudière 2 (chauffage)</td><td>3700</td><td>Gaz naturel</td><td>Ancienne chaufferie</td></tr><tr><td>3</td><td>Chaudière 3 (chauffage)</td><td>3700</td><td>Gaz naturel</td><td>Ancienne chaufferie</td></tr><tr><td>4</td><td>Chaudière 4 Babcock (vapeur)</td><td>4800</td><td>Gaz naturel</td><td>Nouvelle chaufferie</td></tr><tr><td>5</td><td>Chaudière 5 Stein (vapeur)</td><td>4800</td><td>Gaz naturel</td><td>Nouvelle chaufferie</td></tr></table>	N° de conduit	Installations raccordées	Puissance en kW	Combustible	Bâtiment	1	Chaudière 1	2145	Gaz naturel	Ancienne chaufferie	2	Chaudière 2 (chauffage)	3700	Gaz naturel	Ancienne chaufferie	3	Chaudière 3 (chauffage)	3700	Gaz naturel	Ancienne chaufferie	4	Chaudière 4 Babcock (vapeur)	4800	Gaz naturel	Nouvelle chaufferie	5	Chaudière 5 Stein (vapeur)	4800	Gaz naturel	Nouvelle chaufferie	Remarque	La chaudière n° 2 a été démantelée en 2013.
N° de conduit	Installations raccordées	Puissance en kW	Combustible	Bâtiment																													
1	Chaudière 1	2145	Gaz naturel	Ancienne chaufferie																													
2	Chaudière 2 (chauffage)	3700	Gaz naturel	Ancienne chaufferie																													
3	Chaudière 3 (chauffage)	3700	Gaz naturel	Ancienne chaufferie																													
4	Chaudière 4 Babcock (vapeur)	4800	Gaz naturel	Nouvelle chaufferie																													
5	Chaudière 5 Stein (vapeur)	4800	Gaz naturel	Nouvelle chaufferie																													
3.2.3	Conditions générales de rejet : <table><tr><th></th><th>Hauteur en m</th><th>Diamètre en m</th><th>Vitesse mini d'éjection en m/s</th></tr><tr><td>Conduit N° 1</td><td>11</td><td>0,8</td><td>&gt;5</td></tr><tr><td>Conduit N° 2</td><td>9</td><td>0,75</td><td>&gt;5</td></tr></table>		Hauteur en m	Diamètre en m	Vitesse mini d'éjection en m/s	Conduit N° 1	11	0,8	>5	Conduit N° 2	9	0,75	>5	Remarque	Le rapport du 16 mai 2013 des contrôles effectués par APAVE les 26, 27, 28 février, 4 mars et 29 mars 2013 a été présenté. Ce rapport fait état de vitesses d'éjection trop faibles : <table><tr><th>Conduit</th><th>Vitesse mesurée</th></tr><tr><td>1</td><td>3,1 m/s</td></tr><tr><td>3</td><td>2,4 m/s</td></tr></table>	Conduit	Vitesse mesurée	1	3,1 m/s	3	2,4 m/s												
	Hauteur en m	Diamètre en m	Vitesse mini d'éjection en m/s																														
Conduit N° 1	11	0,8	>5																														
Conduit N° 2	9	0,75	>5																														
Conduit	Vitesse mesurée																																
1	3,1 m/s																																
3	2,4 m/s																																

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

9.2.1.1

Autosurveillance des rejets atmosphériques :

Conduits des chaudières n°s 1 à 5 :

Paramètre	Fréquence
Débit	Sous six mois à la date de signature de l'arrêté préfectoral puis tous les trois ans
Vitesse des gaz	
Poussières	
SO <sub>2</sub>	
NO <sub>x</sub>	

Les gaz sont ramenés à 3 % en oxygène. Les valeurs à respecter en concentration sont définies à l'article 3.2.4.

L'ensemble des autres conduits canalisés du site :

Sous six mois à la date de signature de l'arrêté préfectoral puis tous les trois ans.

Sur la base des résultats d'analyses obtenus, une évaluation sanitaire des risques, conforme à la réglementation, sera réalisée.

Absence de  
remarque

Les fréquences des analyses des rejets atmosphériques sont respectées.

## PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES :

4.1.

Origine des approvisionnements en eau :

Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse ou du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit (m³)	
			Journalier moyen	Journalier maximal
Réseau public	Chevigny-Saint-Sauveur	177000 (260jrs*680)	680	800

Remarque

Les prélèvements en eau sont en décroissance. Ainsi, en 2013, l'exploitant a prélevé 186 534 m³ d'eau. Sur les douze derniers mois, 176 808 m³ ont été prélevés.

Une campagne de sensibilisation auprès des agents et la mise en circuit fermé des pompes à vide ont permis une diminution de la consommation. Cette année, des travaux d'optimisation des NEP vont être menés afin de respecter la quantité d'eau maximale prescrite.

Fin 2013, 23 nouveaux compteurs ont été installés sur le site afin de connaître au mieux la consommation d'eau et les besoins de chaque poste. On en dénombre à ce jour 78.

Malgré tout cela, on peut encore remarquer quelques dépassements journaliers (comme le 18 mai 2014 : 1 024 m³).

9.2.2	<u>Relevé des prélèvements d'eau :</u> Les installations de prélèvement d'eau en eaux sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé chaque jour. Les résultats sont portés sur un registre.	Absence de remarque	Tous les compteurs sont relevés quotidiennement. Le registre informatisé a été présenté à l'Inspection.
4.2.1.1	<u>Réseau d'alimentation en eau potable :</u>  Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion, ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes, sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.	Absence de remarque	Il existe deux disconnecteurs sur le réseau principal reliant le site au réseau public et 6 dispositifs sur le réseau secondaire.  Ils sont tous vérifiés tous les deux ans.
4.2.2	<u>Plan des réseaux :</u>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>	Remarque	Les plans des réseaux d'eau sont disponibles et ont été présentés à l'Inspection. Cependant, ils ne sont pas complets. Il manque par exemple les disconnecteurs ou encore deux débourbeurs-déshuileurs. Les légendes sont aussi à mettre à jour.
4.2.4.1	<u>Isolément avec les milieux :</u>  Des systèmes doivent permettre l'isolement des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont	Absence de remarque	Il existe une vanne de coupure manuelle avant le point de rejet.



4.3.1	<p>maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p><u>Identification des effluents :</u></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Eaux usées (Il s'agit du mélange des eaux industrielles usées et des eaux vannes domestiques).</li> <li>2. Eaux pluviales.</li> </ol> <p>Il est à noter que parmi les eaux usées, les eaux de process définies ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les eaux grasses du process sauces (environ 20 m3/j)</li> <li>– les eaux de moutarde (pousses à l'eau et moutarde non conforme, environ 6 m3/j)</li> <li>– les jus vinaigrés issus de la production de cornichon, environ 20 m3/j)</li> </ul> <p>ne sont pas traitées en interne ou à la station de Chevigny mais par un autre prestataire sur d'autres installations.</p> <p><u>Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement :</u></p> <p><u>Pour les eaux usées :</u></p> <p>Le site dispose sous 6 mois d'un bassin tampon d'un volume minimal de 1000 m3, à même de pouvoir faire face à toutes les variations de production et donc de débit ou de qualité des eaux usées. L'objet de ce bassin est de permettre le lissage et l'homogénéisation des rejets d'eaux usées sur 7 jours par semaine à la station d'épuration de Chevigny-Saint-Sauveur. De plus, les eaux usées avant d'être envoyées vers la station de Chevigny-Saint-sauveur sont neutralisées en tant que de besoin pour garantir le respect des valeurs de pH.</p> <p>Les installations de lissage des rejets et de neutralisation du pH sont équipées de systèmes de contrôle et d'alerte</p>	Absence de remarque	
4.3.3		Absence de remarque	<p>En février 2013, le bassin tampon a été construit.</p> <p>Une station de neutralisation est implantée juste avant le rejet afin de limiter les fluctuations de pH avant le rejet à la STEP des eaux usées.</p>



<p>permettant, d'une part de s'assurer en permanence du bon fonctionnement de ces dernières et, d'autre part, en cas de dysfonctionnement, de donner l'alerte. Lorsque les équipements de contrôle détectent un dysfonctionnement, ils mettent automatiquement en sécurité les installations de lissage et de neutralisation du pH, c'est à dire qu'ils interdisent tout rejet à la station d'épuration. L'exploitant définira et fournira sous 6 mois la liste des paramètres et/ou dispositifs importants pour la sûreté de fonctionnement de ces installations.</p> <p><u>Pour les eaux pluviales :</u> Le site dispose de 8 débourbeurs-déshuileurs de classe A (HCT &lt;5mg/l) avant rejet au collecteur communal DN800 qui traverse le site de part en part.</p> <p>Les huit débourbeurs-déshuileurs sont nettoyés tous les 6 mois. L'exploitant prend, par ailleurs, toutes dispositions pour garantir en permanence que les eaux pluviales rejetées ne sont pas de nature à polluer le milieu récepteur. Pour ce faire, l'exploitant met a minima en place une surveillance hebdomadaire dédiée à la surveillance de la qualité des eaux pluviales issues du collecteur général communal DN800 juste avant que les eaux pluviales ne quittent le site pour éviter toute pollution du fossé récepteur. Les modalités de cette surveillance sont consignées par l'exploitant dans une procédure spécifique. Le bon respect de l'application de cette procédure est consigné par écrit dans un registre.</p>	<p>Remarque</p> <p>8 débourbeurs sont installés afin d'assurer le traitement des eaux pluviales de l'ensemble du site.</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant d'apporter la preuve de la conformité à la classe A.</b></p> <p>Ils font l'objet tous les trimestres d'un nettoyage/curage par une entreprise spécialisée.</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant les justificatifs associés pour les deux-débourbeurs déshuileurs du restaurant et de la chaufferie.</b></p>	<p>4.3.7</p> <p>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets :</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de matières flottantes,</li> <li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li> <li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon</li> </ul>
---	---	---

	<p>fonctionnement des ouvrages.</p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- température : &lt; [ 30°C ] °C</li> <li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)</li> <li>- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.</li> </ul>	<p>Remarque</p>												
<p>4.3.8</p>	<p><u>Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement :</u></p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p>	<p>Remarque</p>												
<p>4.3.9.1</p>	<p><u>Rejets dans la station d'épuration collective de Chevigny :</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Le débit maximum journalier est de 350 m<sup>3</sup>.</p> <table border="1" data-bbox="1209 1272 1417 2011"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration maximum en mg/l</th><th>Flux maximum en Kg/j</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DCO</td><td>5000</td><td>1750</td></tr> <tr> <td>DBO<sub>5</sub></td><td>2500</td><td>875</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>1300</td><td>375</td></tr> </tbody> </table>	Paramètres	Concentration maximum en mg/l	Flux maximum en Kg/j	DCO	5000	1750	DBO <sub>5</sub>	2500	875	MES	1300	375	<p>Remarque</p>
Paramètres	Concentration maximum en mg/l	Flux maximum en Kg/j												
DCO	5000	1750												
DBO <sub>5</sub>	2500	875												
MES	1300	375												

Le jour de la visite, les rejets étaient assez colorés.

**Il est demandé à l'exploitant de contrôler le paramètre de la couleur lors de la prochaine campagne d'analyses, puis à une fréquence à définir.**

De plus, une odeur nauséabonde a été constatée autour de la station de neutralisation.

**Il est demandé à l'exploitant d'assurer un suivi de ce sujet, de signaler à l'Inspection des installations classées si le problème est récurrent et, dans ce cas, d'engager des actions appropriées pour traiter le problème.**

On note aussi encore des dépassements concernant le pH, mais toutefois, une nette amélioration ces dernières années.

Les eaux usées et les eaux domestiques ne forment qu'un seul rejet ; le site étant ancien, il ne dispose pas de réseau séparatif.

On remarque toujours des dépassements récurrents en DCO, DBO<sub>5</sub>, MES et surtout en débit.

Il est envisageable, sur demande argumentée de l'exploitant, de proposer une mise à jour de l'arrêté pour augmenter le débit maximal journalier autorisé.

Azote Global	100	52,5
Phosphore global	35	17,5

L'ensemble des pompes à vide seront mises en circuit fermé sous six mois.

Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales:

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration en mg/l
MES	35
HCT	5
DCO	150

Absence de remarque

Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux :

Pour les eaux usées :

Le débit maximum journalier est de 350 m3. Les rejets sont lissés sur 7 jours glissant en volume.

Paramètres	Fréquence
Débit	Continu
pH	Continu
Température	Continu
DCO	Journalier
DBO <sub>5</sub>	Hebdomadaire
MES	Hebdomadaire
Azote Global	Mensuelle
Phosphore global	Mensuelle

Absence de remarque

Les pompes ont été mises en circuit fermé en octobre 2013.

Aucun dépassement n'a été mesuré lors des quatre dernières analyses des eaux pluviales.

La fréquence des analyses des rejets des eaux usées est respectée.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées a minima deux fois par an.			Remarque
<u>Pour les eaux pluviales :</u>			
Point de rejet	Paramètres	Fréquence	
A la sortie du site au niveau du collecteur général des eaux pluviales	MES, HCT, DCO Aspect visuel, odeur	Tous les mois	
Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées a minima deux fois par an.			

Les eaux pluviales sont analysées tous les mois.
Aucune mesure comparative n'est effectuée sur les eaux pluviales.

## DECHETS : Voir tableau action nationale sur les biodéchets.

## PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS :

6.2.1	<u>Valeurs limites d'émergence :</u>			Remarque	Les dernières analyses ont été réalisées par l'APAVE le 11 et 12 février 2012 sur deux points différents.  On note un dépassement en période nocturne : 9 dB(A) au lieu de 3 dB(A).
	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés		
	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)  Supérieur à 45 dB(A)	6 dB(A)  5 dB(A)	4 dB(A)  3 dB(A)		
6.2.2	<u>Niveaux limites de bruit :</u>  Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :			Remarque	Le bruit est mesuré sur 5 points en limite de propriété. En période nocturne, lors de la campagne de 2012, on remarque des non conformités (au point 1 : 54,5 dB(A) et au point 2 : 58 dB(A)).

Il est demandé à l'exploitant de refaire une mesure de l'émergence et du niveau de bruit en limite de propriété. Une réflexion devra être menée si ces non conformités s'avéraient être confirmées.		
Points de mesure	Description	Période de jour (7h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés)
N° 1	Limite Nord	53
N° 2,3,4	Limite Sud-est	56
N° 5	Limite Ouest	48
Période de nuit (de 22h à 7 h ainsi que dimanche et jours fériés)		

### PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES :

7.2.3	Installations électriques – Mise à la terre :	Remarque	Le contrôle des installations électriques est réalisé tous les ans.  Le dernier compte rendu date d'octobre 2013. Il montre que certaines non conformités avaient déjà été relevées l'année précédente. De plus, certaines remarques sont affichées comme « urgentes » mais d'après l'exploitant, elles ne sont pas encore levées.  <b>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi régulier et rigoureux concernant cette problématique.</b>  Certains bidons et cuves ne sont pas étiquetés. C'est le cas par exemple de la cuve contenant les eaux grasses dans la zone NEP.  De plus, certaines étiquettes de risques se décollent et risquent de tomber (exemple à la station de neutralisation).
7.4.2	<u>Étiquetage des substances et préparations dangereuses :</u>  Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de dangers ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.	Remarque	Le jour de la visite, des bidons n'étaient pas sur rétention (bidons de javel à la neutralisation et arôme dans la zone de réception des matières premières au process saucés par exemple).  Dans le local où sont stockées les foudres de vinaigre, le sol est détérioré.
7.4.3	<u>Rétentions :</u>  Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.	Remarque	

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'étanchéité du sol afin d'assurer une rétention correcte.

#### **AUTRES REMARQUES FAITES LORS DE LA VISITE**

- Le jour de l'inspection, des plastiques s'étaient envolés vers le grillage longeant la route et sur la ligne de chemin de fer derrière l'usine (article 3.1.4 de votre APA).
- Un tuyau en PVC est au fond du bassin de rétention.
- Dans la zone de déchargement de l'huile, du matériel provenant de l'ancienne usine implantée à Dijon est à évacuer (article 1.5.3 de votre APA).
- La douche de sécurité vers la station de neutralisation ne fonctionne pas.

**ACTION NATIONALE 2013  
PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS DANS LE SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE**

Nom et adresse de  
l'établissement : **AMORA MAILLE à Chevigny Saint Sauveur**

**Premier volet : prévention et gestion des déchets sur le site et hiérarchie des modes de traitement**

Références réglementaires	Explication	Préciser « constat (non) conforme » ou « non observé » ou oui/non
<b>L.541-1 et L. 541-2-1</b>	Le constat est conforme si :	Constat Conforme :
	l'exploitant a présenté les actions de prévention des déchets mises en œuvre sur le site	Une forte sensibilisation est faite auprès des agents sur le tri, le traitement des déchets et la diminution de la production de déchets et des pistes d'amélioration sont encore en réflexion concernant les produits finis non conformes.
	ces actions respectent la hiérarchie de traitement des déchets.	La hiérarchie de traitement des déchets est respectée.
	<b>Si le constat n'est pas conforme :</b> Des actions nouvelles de prévention des déchets doivent-elles être prescrites ?	





**ACTION NATIONALE 2013  
PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS DANS LE SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE**

**Deuxième volet : maîtrise des filières de traitement et devenir des déchets après expédition**

Quantité de déchets produite sous forme d'huile alimentaire, en litres/an :	0 litre en 2013
Quantité de biodéchets autres que les huiles alimentaires, en tonnes/an :	5168 tonnes en 2013

Référence réglementaire	Explication	Préciser « constat (non)conforme » ou « non observé » ou oui/non
L. 541-21-1	<p><b>Le constat est conforme si :</b></p> <p>l'établissement contrôlé a bien pris ses dispositions, et a mis en place les moyens correspondants, pour organiser le tri à la source de ses biodéchets autres que les huiles alimentaires et pour en effectuer la valorisation sur place ou la faire effectuer par un tiers, quand les quantités produites sont supérieures à :</p> <p>80 tonnes par an en 2013</p> <p>40 tonnes par an en 2014</p>	<p><u>Constat conforme :</u></p> <p>La valorisation est réalisée par un tiers. Les lies de vinaigre, les déchets d'oignons, de cornichons et les graines sont envoyés en compostage. Tandis que les sons sont valorisés dans la fabrication d'aliments pour animaux. Les jus de moutarde dilués, les jus vinaigrés et autres produits non conformes sont valorisés en méthanisation.</p>
R. 543-225 et arrêté du 12 juillet 2011	<p>l'établissement contrôlé a bien pris ses dispositions, et a mis en place les moyens correspondants, pour organiser le tri à la source de ses déchets d'huiles alimentaires et pour en effectuer la valorisation sur place ou la faire effectuer par un tiers, quand les quantités produites sont supérieures à :</p> <p>600 litres par an en 2013</p> <p>300 litres par an en 2014</p>	<p>La quantité produite de déchets d'huiles alimentaires est inférieure à ces seuils (0 litre en 2013).</p>

Référence réglementaire	Explication	Préciser « constat (non)conforme », « non observé » ou oui/non
L. 541-21-1, R. 543-225 et arrêté du 12 juillet 2011	<b>Le constat est conforme si :</b> lorsque la valorisation des biodéchets est effectuée par un tiers : ce dernier a fourni au producteur un justificatif quant aux quantités de biodéchets valorisées prise en charge et quant à leur mode de valorisation.	Constat conforme
	Ce justificatif précise les quantités, les lieux et modes de traitement, ainsi que la destination finale des déchets et la conformité à la réglementation de l'installation de traitement.	
	Si l'établissement est un gros producteur de biodéchets :	
	la valorisation des biodéchets se fait-elle sur place ?	Non
	l'envoi des déchets est-il effectué vers des filières de traitement adaptées :	
	-pour les biodéchets ?	Oui
	-pour les déchets autres que les biodéchets ?	Oui
	les sites de réception des déchets sont-ils conformes ?	
	-pour les biodéchets ?	Oui
	-pour les déchets autres que les biodéchets ?	Oui
R.541-43 R.541-45	Lorsque la valorisation des biodéchets est effectuée par un tiers :	
	le justificatif des quantités de biodéchets prises en charge a-t'il été fourni à l'exploitant de l'installation ?	Oui
	le justificatif est-il correctement rempli ?	Oui
	Nombre d'installations pour lesquelles les documents administratifs d'envoi des déchets sont incomplets ou ne sont pas correctement remplis, en ce qui concerne :	
	-les registres ?	
R.541-45	-les bordereaux de suivi de déchets ?	
Règlement 1013/2006 et convention de Bâle	-les documents de transferts transfrontaliers de déchets ?	Les jus vinaigrés sont destinés à la méthanisation en Belgique. Les documents sont corrects.